



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU  
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SÉANCE DU JEUDI 26 JUIN 2014

Direction Générale des Services  
Gestion des Assemblées  
Protection et Valorisation de  
l'Environnement

L'an deux mille quatorze le vingt six juin à dix huit heures, le Conseil Communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Député du Var.

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	63

Objet de la délibération:  
**Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'assainissement non collectif - année 2013**

**PRÉSENTS :**

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, LECOINTE Jacques, ALEMAGNA Claude, PARLANTI Alain, BOYER Liliane, MARCY Valérie, PIERRUGUES Gérald, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, MARTIN Hugues, MARIA Daniel, MATRAS Fabien, FANELLI Nicole, ROUVIER Georges, BALDECCHI Serge, BACQUET Yves, AMBROSINO Franck, AMOROSO Anne-Marie, AUGUIN Jutta, CARZOLI Max, CAYMARIS Alain, CERET Stéphan, CHALOT-FOURNET Christine, CHARDES Bernard, COLLOMBAT Caroline, DUFOUR Sophie, FIORINI Francine, FRANCIN Sylvie, GUELLATI Malika, GUIOL Marie-Christine, HAINAUT Alain, LE POULAIN Yves, LOEW Grégory, MARCEL Frédéric, MENET André, MICHEL Jacques, MOMBAZET Jean-Pierre, NICOLETTI Christine, PELASSY Michèle, PREMOSELLI Christine, REGAZZETTI Francine, REIG Laure, ROUX Régis, RUDNIK Thierry, SANTONI Jean-Daniel, SENES Sylvain, SONNEVILLE David, VECCHIO Valéria, VIGIER Alain

**REPRÉSENTÉS :**

Bernard CHILINI pouvoir à Caroline COLLOMBAT, Christophe CARRIERE pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Alain BOUCHER pouvoir à Jacques LECOINTE, Gilbert BOUZEREAU pouvoir à Sylvie FRANCIN, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Brigitte DUBOIS pouvoir à David SONNEVILLE, Nathalie GONZALES pouvoir à Alain PARLANTI, Mathilde KOUJIDECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Françoise LEGRAIEN pouvoir à Liliane BOYER, Florence LEROUX pouvoir à Sophie DUFOUR, Sandrine MARY-BOUZEREAU pouvoir à Frédéric MARCEL, Thierry PESCE pouvoir à Claude PIANETTI, Richard STRAMBIO pouvoir à Christine PREMOSELLI

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :** Monsieur Fabien MATRAS

**RAPPORTEUR :** Monsieur Raymond GRAS

Transmis le :

21/7/2014

Au Représentant de l'État,  
conformément aux dispositions  
de la loi du 2 mars 1982

Le rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics (RAPQS) est destiné à l'information du public et des élus. Il répond à l'obligation de transparence prévu par l'article 73 de la loi n°95-101 du 2 février 1995, relative au renforcement de la protection de l'environnement, dite Loi Barnier.

En application du décret n°95-635 du 6 mai 1995 relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement, sont ainsi concernés les services en charge de tout ou partie des compétences de l'eau potable ou de l'assainissement (collectif ou non).

A ce titre, le SPANC se doit d'établir un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public. Le rapport est présenté en CCSPL (Commission consultative des services publics locaux), et soumis pour avis à l'assemblée délibérante dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné, avant transmission au Préfet.

Le rapport est communiqué aux communes membres, afin qu'elles puissent le présenter à leur assemblée délibérante dans les douze mois qui suivent la clôture de l'exercice.

Enfin, le public est informé de l'existence dudit rapport et de l'avis de l'assemblée délibérante par voie d'affichage.

Le rapport annuel de l'année 2013, annexé à la présente délibération, est le premier établi par la CAD sous cette forme. Les années précédentes le bilan du service SPANC était intégré au bilan d'activités annuel de la Communauté d'Agglomération Dracénoise.

Il porte notamment sur les points et indicateurs de performances suivants :

- la caractérisation technique du service : nombre d'utilisateurs, indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif ;
- la tarification et les recettes du service ;
- le taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif ;
- le financement des investissements : travaux réalisés le cas échéant et présentation des projets à l'étude en vue d'améliorer la qualité du service à l'utilisateur et les performances environnementales du service.

Le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'assainissement non collectif pour l'année 2013 de la CAD a été présenté en Commission Hygiène et salubrité, réunie le 11 juin 2014.

En conséquence, il est demandé au Conseil Communautaire de bien vouloir :

- approuver le Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'assainissement non collectif pour l'année 2013 de la CAD.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, par 44 voix pour, 19 abstentions : AMBROSINO Franck, BOUZEREAU Gilbert, CERET Stéphan, DUBOUIS Brigitte, DUFOUR Sophie, FRANCIN Sylvie, HAINAUT Alain, KOUJI-DECOURT Mathilde, LEROUX Florence, LOEW Grégory, MARCEL Frédéric, MARY-BOUZEREAU Sandrine, NICOLETTI Christine, PREMOSELLI Christine, RUDNIK Thierry, SONNEVILLE David, STRAMBIO Richard, VECCHIO Valéria, VIGIER Alain, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 26 juin 2014

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président  
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois vaut rejet.



*Environnement*

Tanania le : 11/4/2014  
au Représentant du Peuple,  
conformément à l'article 103  
de la loi n° 18/00 du 16 Mars 2000.

# SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF



## Rapport sur le Prix et la Qualité du Service

[www.dracenie.com](http://www.dracenie.com)

### Table des matières

1 Contexte.....	3
-----------------	---

1.1 Organisation du service.....	3
1.2 Mode de Gestion du service.....	3
1.3 Prestations assurées dans le cadre du service.....	3
<b>2 Caractérisation technique du service_.....</b>	<b>4</b>
2.1 Évaluation du nombre d'habitants desservis par le service public de l'assainissement non collectif .....	4
2.2 Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif .....	4
<b>3 Tarification de l'assainissement et recettes du service_.....</b>	<b>4</b>
3.1 Tarif du contrôle de l'assainissement non collectif .....	4
3.2 Recettes d'exploitation du service.....	5
<b>4 Indicateurs de performance_.....</b>	<b>5</b>
4.1 Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif .....	5
<b>5 Financement des investissements_.....</b>	<b>5</b>
5.1 Montants financiers des travaux réalisés pendant le dernier exercice budgétaire .....	5
5.2 Présentation des projets à l'étude .....	6

## **1 Contexte**

L'Assainissement Non Collectif (ANC) désigne les installations individuelles de traitement des eaux domestiques.

Ces dispositifs concernent les habitations qui ne sont pas desservies par un réseau public de collecte des eaux usées et qui doivent en conséquence traiter elles-mêmes leurs eaux usées avant de les rejeter dans le milieu naturel.

Les eaux usées traitées sont constituées des eaux vannes (eaux des toilettes) et des eaux ménagères (lavabos, cuisine, lave-linge, douche...).

L'ANC est reconnu comme une solution à part entière, alternative au réseau public de collecte et au moins aussi efficace, avec un impact environnemental des rejets moindre en zone rurale.

Le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) est un service public local chargé d'une part de conseiller et accompagner les particuliers dans la mise en place de leur installation d'assainissement non collectif et d'autre part de contrôler les installations existantes.

Comme pour l'assainissement collectif, ce service public fait l'objet d'une redevance qui en assure ainsi l'équilibre financier.

### 1.1 Organisation du service

La Communauté d'Agglomération Dracénoise regroupe, au 1<sup>er</sup> Janvier 2013, seize communes (Ampus, Les Arcs, Bargemon, Callas, Chateaudouble, Claviers, Draguignan, Figanières, Flayosc, La Motte, Le Muy, Lorgues, Montferrat, Taradeau, Trans En Provence, Vidauban) qui représentent bientôt 100 000 habitants, d'une surface de 715 km<sup>2</sup> soit 12% du département du Var.

### 1.2 Mode de Gestion du service

Le service pour l'année 2013 est géré en régie et est composé comme suit :

- d'un responsable chargé de la gestion du service, de l'instruction des dossiers de conception, du contrôle des nouvelles installations, du budget et de la veille juridique.
- d'une secrétaire-régisseur de recettes, assurant l'accueil, la régie, l'envoi des courriers et la planification de l'agenda des techniciens,
- d'un technicien chargé du contrôle des installations existantes, du contrôle des nouvelles installations et ponctuellement en appui du responsable,
- d'une technicienne en alternance (BTS GEMEAU) chargé du contrôle des installations existantes et ponctuellement du secrétariat (en contrat jusqu'à septembre 2013),

### 1.3. Prestations assurées dans le cadre du service

Le SPANC de la Communauté d'Agglomération Dracénoise assure en régie les prestations suivantes :

- |                          |  |
|--------------------------|--|
| <input type="checkbox"/> | Le contrôle des installations neuves   |
| <input type="checkbox"/> | Le contrôle des installations existantes   |
| <input type="checkbox"/> | L'entretien des installations  |
| <input type="checkbox"/> | Les travaux de réalisation d'une filière d'assainissement sous maîtrise d'ouvrage publique |
| <input type="checkbox"/> | Le traitement des matières de vidanges   |

## 2 Caractérisation technique du service :

## 2.1 Évaluation du nombre d'habitants desservis par le service public de l'assainissement non collectif

Nombre d'installations sur le territoire : environ 17 000

Nombre d'habitants par foyer sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Dracénoise : 2,29

Estimation du nombre d'habitants desservis par le SPANC : environ 38 000

## 2.2 Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif

La valeur de cet indice est comprise entre 0 et 140, les éléments indiqués au point B n'étant pas pris en compte si la somme des éléments mentionnés au A n'atteint pas 100 (Arrêté du 2 Mai 2007, relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics d'eau potable et d'assainissement).

a, Eléments obligatoires pour l'évaluation de la mise en œuvre du SPANC		
+ 20	Délimitation des zones d'assainissement non collectif par une délibération	<input type="checkbox"/>
+ 20	Application d'un règlement du SPANC approuvé par une délibération	<input checked="" type="checkbox"/>
+ 30	Pour les installations neuves ou à réhabiliter, la délivrance de rapports de vérification de l'exécution évaluant la conformité de l'installation aux regards de la réglementation	<input checked="" type="checkbox"/>
+ 30	Pour les autres, installations, la délivrance de rapports de visite établis dans le cadre de la mission de contrôle du bon fonctionnement et de l'entretien	<input checked="" type="checkbox"/>
TOTAL « A » : 80 points		
b, Eléments facultatifs du SPANC		
+ 10	Existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire l'entretien des installations	<input type="checkbox"/>
+ 20	Existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire les travaux de réalisation et de réhabilitations des installations	<input type="checkbox"/>
+ 10	Existence d'un service capable d'assurer le traitement des matières de vidange	<input type="checkbox"/>
TOTAL « B » : / points		

## 3 Tarification de l'assainissement et recettes du service :

### 3.1 Tarif du contrôle de l'assainissement non collectif

Tarifs (€ TTC)	Conception n	Réalisation n	Existant	
			Diagnostic	Contre

			visite	
Dispositifs d'épuration à usage d'habitation de capacité inférieure à 20 eq/h	100	50	75	30
Dispositifs d'épuration à usage d'habitation de capacité supérieure à 20 eq/h	600	400	300	30
Dispositifs d'épuration des établissements à usage autre qu'habitation	200	100	150	30
Dispositifs d'épuration des établissements recevant du public	600	400	500	30

Tarifs approuvés par la délibération du Conseil Communautaire n°2013-012 du 14 Février 2013

### 3.2 Recettes d'exploitation du service

(€)		2013
Budget annuel	Dépenses	Fonctionnement 132 052.74 €
		Investissement 0 €
	Recettes	Fonctionnement 144 860.00 €
		Investissement 82.16 €
<u>Résultats</u>		Fonctionnement 132 052.74 €
		Investissement 144 942.16 €

Données issues du compte administratif 2013.

## 4 Indicateurs de performance

### 4.1 Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif

L'indicateur mesure le niveau de conformité du parc des dispositifs d'assainissement non collectif en zone d'assainissement non collectif. Exprimé en pourcentage, il est égal au rapport entre le nombre d'installations contrôlées jugées conformes ou ayant fait l'objet d'une mise en conformité connue et validée par le service à la fin de l'année considérée et le nombre total d'installations contrôlées depuis la création du service.



Taux de conformité =

ANC contrôlés conformes + installations ne présentant pas de dangers pour la santé ou de risques\*

ANC contrôlés depuis la création du service

Taux de conformité =  $\frac{2579+2557}{5340} = 0.9 = 90\%$

Ce haut taux de conformité s'explique d'une part par les critères pris en compte à ce calcul et d'autre part, par l'absence de zone à enjeux environnementaux sur le territoire\*.

\*Définition de l'arrêté du 27 Avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôles des installations d'assainissement non collectif.

## **5 Financement des investissements**

### **5.1 Montants financiers des travaux réalisés pendant le dernier exercice budgétaire**

Tout au long de l'année le service à assurer la continuité des contrôles suivants :

- A la conception dans le cadre des permis de construire ou des demandes de réhabilitation,
- A la réalisation lors de la construction des filières d'assainissements non collectifs,
- Lors des transactions immobilières (diagnostic de la filière existante),
- Diagnostics des filières existantes sur le territoire (sectorisation faite par commune et par quartier).

De plus, la version du logiciel métier à évoluer de manière à permettre un meilleur suivi des dossiers.

### **5.2 Présentation des projets à l'étude**

- Mise en place d'une convention avec l'agence de l'eau afin d'octroyer des subventions pour les usagers éligibles dans le cadre de la réhabilitation d'une filière d'assainissement existante,
- Rédaction d'un nouveau règlement de service,
- Réactualisation des redevances liées aux services,
- Intégration de trois nouvelles communes sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Dracénoise,
- Développement de la cartographie et du logiciel métier.